



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 15 AVRIL 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

MONUSCO

ITURI :

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, condamne les tueries commises ces dernières semaines dans le territoire de Djugu, dans l'Ituri, et réitère la détermination des Casques bleus à soutenir l'armée congolaise dans ses efforts.

« Meurtres, pillages, incendies volontaires : la population civile fait face à une violence particulièrement brutale et odieuse, dans une province qui n'a déjà que trop souffert », a déclaré la Représentante spéciale. « La MONUSCO ne fléchira pas dans son appui aux FARDC contre les auteurs de ces exactions, qui devront répondre de leurs actes ».

Leila Zerrougui a souligné que les Casques bleus de la MONUSCO renforçaient leur présence et leur pouvoir de frappe dans les zones les plus affectées par la violence, en multipliant les patrouilles ainsi que les vols de dissuasion et de reconnaissance pour localiser les combattants armés, et en intensifiant le soutien logistique aux militaires congolais, en première ligne de la lutte pour la restauration de l'état de droit sur tout le territoire.

La MONUSCO, tant au niveau provincial que central, travaille en étroite collaboration avec les autorités pour faire face à la menace que représentent les groupes armés qui sévissent actuellement dans le territoire de Djugu. Un Casque bleu a été blessé par balle la semaine dernière lors d'une embuscade.

« Malgré les menaces et malgré les défis, nous restons fermement engagés aux côtés des forces de sécurité nationales », a souligné la Représentante spéciale, insistant notamment sur la nécessité de garantir la protection des personnes déplacées qui vivent dans des dizaines de sites en Ituri et sont particulièrement vulnérables aux attaques. Elle a aussi rappelé l'impartialité de la Mission dans la réalisation de son mandat pour la stabilisation du pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

« Nous comprenons l'impatience et la colère qui s'expriment parfois contre la MONUSCO mais nous appelons une nouvelle fois la population à ne pas se tromper d'ennemi : la division, la manipulation et les rumeurs calomnieuses ne servent que les ennemis des populations civiles, ceux qui tirent profit de l'instabilité et tentent de briser l'unité entre les communautés qui vivent en Ituri », a-t-elle ajouté.

La Représentante spéciale s'inquiète de la diffusion constante de fausses informations sur les réseaux sociaux congolais et en appelle à la responsabilité de chacun.

Ces derniers jours, des montages photographiques grossiers et des récits présentés comme des témoignages sur une prétendue complicité de la MONUSCO avec certains groupes armés ont circulé. Ces fausses informations ont pour objectif de jeter le discrédit sur les autorités nationales et la MONUSCO, et d'attiser les haines, en Ituri mais aussi dans d'autres provinces, en particulier le Sud-Kivu.

« Les forces de sécurité nationales engagées dans une lutte qui fait de nombreuses victimes dans leurs rangs, tout comme la Mission qui s'efforce de les soutenir, ont besoin du soutien de la population », a rappelé Leïla Zerrougui.

Dans cette période d'incertitude majeure, où les Congolais sont confrontés à de multiples menaces sur leur sécurité et leur santé, il est crucial de rester unis et solidaires contre les forces négatives qui continuent de sévir dans le pays et permettre aux autorités nationales et à la communauté internationale qui les appuie de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour la protection des plus vulnérables.

DJUGU/ RADIO COMMUNAUTAIRE :

Mardi 7 avril, à Djugu-Centre, la MONUSCO a lancé les travaux de réhabilitation d'une salle polyvalente et d'une salle de radio communautaire à Djugu. Ces nouvelles infrastructures visent à permettre l'organisation d'activités de développement, d'éducation et d'alphabétisation, ainsi que des rencontres communautaires pour favoriser la cohabitation pacifique.

La radio communautaire sera en outre un outil pour la diffusion de messages de paix et de développement à travers des émissions spécifiques, sans connotation politique ou communautaire. Elle sera équipée en mobilier et matériel par le Fonds de cohérence pour la stabilisation de Djugu.

FRPI :

Depuis la signature de l'Accord de paix signé entre le Gouvernement de la RDC et la FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri) le 28 février 2020, la MONUSCO poursuit les préparatifs en vue du processus de démobilisation de cette ancienne milice.

Cette semaine, les Casques bleus népalais ont continué avec les travaux de préparation et de nivellement du terrain devant abriter le futur camp de démobilisation à Kazana, en territoire d'Irumu et le site de désarmement à Karatsi, situé à 60 kms de Bunia, dans la province de l'Ituri à l'Est de la RDC. Les travaux à Kazana sont

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

presque terminés, des progrès notables ont également été réalisés à Karatsi. La fin desdits travaux est prévue dans les 10 prochains jours.

Les Casques bleus travaillent dans le respect des mesures de précaution contre le Covid-19, conformément aux directives des autorités congolaises, des Nations Unies et de l'OMS. Le processus a pris en compte ces directives : pour éviter tout risque de contamination, c'est par petites vagues de 50 combattants que ceux-ci vont quitter le camp de pré cantonnement d'Azita pour Karatsi pour le désarmement et le retour dans leurs villages.

PROTECTION DE L'ENFANT :

La section Protection de l'enfant de la MONUSCO à Beni a organisé le 7 avril 2020 le transport de 33 enfants anciennement associés à des groupes armés, de Goma vers Beni, en vue de leur réunification familiale. Dans le cadre des mesures contre le COVID-19, ces enfants ont passé 14 jours en quarantaine à Goma et passeront encore 14 jours en quarantaine à Beni avant de retrouver leurs familles respectives.

C'est à la faveur de l'appel du chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi, après son passage à Beni en avril 2019, que certains chefs Mai-Mai avaient décidé de déposer les armes, permettant par la suite à la MONUSCO de procéder à la séparation de 61 enfants au total. Leur certificat de démobilisation comme ex-enfants associés à un groupe armé en main, et après une prise en charge psycho-sociale, ces enfants sont en mesure de regagner leurs familles dans les territoires de Beni et Lubero d'où ils sont originaires.

Par ailleurs, au Kasai, la section Protection de l'enfant, avec le soutien du coordinateur du GTTC-P du Kasai, a obtenu la libération de sept enfants, dont trois filles détenues pour mouvement insurrectionnel. Ces enfants ont été recrutés en décembre 2019 par une milice présumée dirigée par le chef Kalamba Tshisupa alias « Seigneur du FOKAM (Fondation Kalamba Muana-ngana) » à Tshikapa.

COVID-19 :

La MONUSCO poursuit ses efforts de sensibilisation aux mesures de prévention contre le COVID-19 dans les provinces où elle est présente.

A Kananga, la section des Affaires civiles a mené une série de rencontres avec des acteurs de la société civile pour recueillir leur perception sur le COVID-19 afin de déterminer comment la MONUSCO et les agences du système des Nations Unies peuvent soutenir au mieux le gouvernement provincial dans la mise en œuvre de sa politique de prévention et pour aider à mettre fin aux rumeurs véhiculées sur la pandémie.

La MONUSCO a notamment rencontré, dans le respect de la distanciation sociale, des représentants du comité central de gestion du marché de Kananga et du Cadre de consultation de la société civile du Kasai Central. Dans la même logique, la Police des Nations Unies (UNPOL) poursuit dans le cadre des bons offices et du renforcement des capacités les échanges avec les autorités de la police nationale et leurs éléments sur la meilleure façon de mettre en œuvre les mesures prises par le gouvernement provincial, dans le respect des droits de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

chacun. L'unité pénitentiaire de la MONUSCO a aussi sensibilisé ses partenaires pour l'organisation de la file d'attente des visiteurs à la prison de Kananga pour garantir la distanciation sociale.

Enfin, comme dans les autres provinces, lors de son décrochage local, Radio Okapi poursuit la sensibilisation contre le COVID-19 en donnant la parole aux autorités et acteurs locaux influents pour faire passer leurs messages de prévention.

A Kalemie, le 13 avril, un agent de liaison communautaire de la MONUSCO a organisé une réunion d'information avec des leaders communautaires de la zone de Bendera et des représentants de la société civile qui se sont engagés à sensibiliser les populations de leurs villages.

A Bunia, la MONUSCO a organisé une séance de travail avec le coordonnateur provincial du Service de la protection civile de la province de l'Ituri en vue de développer une campagne de sensibilisation sur la pandémie du COVID-19 en Ituri. Le Service de la protection civile prévoit une réponse urgente en commençant par les populations les plus vulnérables, telles que celles vivant dans les sites de déplacés internes. Les activités prévues se concentreront sur la diffusion de messages de prévention contre le COVID-19 dans les médias, la diffusion de brochures éducatives et la distribution de matériel d'hygiène de base.

A Beni, la MONUSCO intègre la prévention de la propagation du Coronavirus à ses opérations régulières. C'est notamment le cas dans l'accompagnement du retour depuis la mi-mars de populations déplacées de Kamango et Nobili, dans la chefferie de Watalinga, à 70 km au nord-est de Beni, à la faveur de l'amélioration de l'environnement sécuritaire due au renforcement du dispositif de sécurité mis en place par la Brigade d'intervention de la MONUSCO (FIB) et les FARDC. Des réunions régulières sont organisées avec les personnes retournées, les autorités locales, les acteurs de la société civile et les forces de sécurité.

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La recrudescence des attaques indiscriminées par les assaillants de Djugu depuis le début du mois d'avril fait de la province de l'Ituri l'épicentre des activités de la Force de la MONUSCO. En effet, cette bande armée multiplie les exactions contre les civils et n'hésite pas à rentrer en confrontation directe avec les FARDC et la Force de la MONUSCO.

C'est dans ces circonstances que les FARDC ont déclenché dès le 8 avril 2020 une opération de grande envergure. La Force de la MONUSCO soutient directement cette opération en se déployant sur certains axes principaux et zones sensibles afin d'assurer la protection des civils en général et celle des personnes déplacées internes en particulier.

Ainsi, le 10 avril 2020, des informations faisant état d'une attaque imminente sur la localité de Djugu sont parvenues au Quartier général de la Force. Celle-ci a réagi promptement en déployant à partir des bases de Bayoo et de Roe deux patrouilles appuyées par un hélicoptère d'attaque, pour déjouer ladite attaque en mettant en déroute les assaillants qui ont battu en retraite après une brève mais vigoureuse confrontation au cours de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

laquelle un de nos soldats a été blessé par balle. L'intéressé a été immédiatement évacué par hélicoptère et a pu bénéficier d'une prise en charge médicale appropriée dans l'un des hôpitaux de référence de la Force.

Le 14 avril 2020 (hier), la base de déploiement temporaire de Roe a reçu un appel téléphonique faisant état d'une attaque en cours dans la localité. Une patrouille d'intervention a été immédiatement déployée pour défendre ladite localité et protéger les civils. Après avoir surmonté successivement des obstacles physiques et une embuscade sur son itinéraire notamment dans la région de Maze, la patrouille a secouru les personnes déplacées internes des camps de Roe et de Drodro. Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

La prompte réaction de la Force de la MONUSCO a permis dans tous les cas de protéger les personnes vulnérables. Il convient cependant de saluer la clairvoyance de la population dont la collaboration a joué un rôle déterminant dans la prompt intervention de la Force.

Au demeurant, la Force s'active à renforcer son dispositif dans la province de l'Ituri afin de mettre fin à cette escalade de violence dont sont victimes les populations civiles. A ce propos, le bataillon de réserve de la Force a été déployée dans ladite province. Des véhicules blindés de transport de troupe sont également en instance de déploiement. La Force intensifie les patrouilles aériennes de reconnaissance et d'acquisition du renseignement. Des mesures de coordination renforcée avec les FARDC sont prises pour endiguer la situation au plus vite.

EQUIPE DE PAYS

EBOLA :

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) continue de constituer une urgence de santé publique de portée internationale : c'est ce qu'a annoncé hier le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, suivant le conseil du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international.

Le Directeur général a noté que depuis vendredi dernier, trois nouveaux cas ont été confirmés - deux chez des personnes décédées dans la communauté et une personne en contact avec l'un d'entre eux. La source de leur infection est toujours sous enquête. Il est probable que d'autres cas seront identifiés. Des poussées sont attendues à la fin des épidémies d'Ebola.

Dr Tedros a souligné que les équipes à Beni sont expérimentées dans la réponse aux nouveaux cas et ont agi rapidement pour dialoguer avec les communautés touchées, enquêter sur les alertes, identifier et vacciner les contacts, décontaminer les maisons et les établissements de santé touchés et envoyer des échantillons pour séquençage.

Abdou Dieng, Chef du bureau des Nations Unies pour la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola, lance un appel à l'unité et à la coopération pour mettre fin au plus vite à la résurgence de la maladie :

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

« C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la nouvelle d'un nouveau cas confirmé à Beni le 10 avril et ce, à deux jours seulement de l'annonce de la fin de cette 10^{ème} épidémie -la plus meurtrière- dans le pays.

Cependant, nous avons la chance d'avoir des équipes professionnelles et qui bénéficient de l'expérience et de la connaissance du terrain acquises pendant ces vingt derniers mois. Nous avons aussi la chance d'avoir un vaccin et un traitement qui ont fait preuve de leur efficacité contre Ebola. La communauté internationale continuera à soutenir le ministère de la Santé dans ses efforts de lutte contre le virus et les équipes de Beni travaillent déjà d'arrache-pied pour essayer de mener toutes les activités nécessaires pour rapidement mettre fin à cette résurgence et protéger les populations.

Ces efforts seront vains sans le soutien le plus total des communautés. Chaque fois qu'une alerte n'est pas remontée au sein de la communauté, chaque fois qu'une personne présentant des symptômes n'est pas dirigée vers les équipes médicales compétentes, chaque fois qu'un malade ne cherche pas à être traité, nous perdons du terrain contre la maladie. Chaque fois, le virus emporte des membres de la communauté qui auraient pu, qui auraient dû vivre. Nous avons tous un rôle à jouer et nous demandons à tous et à toutes de nous soutenir, de soutenir leurs communautés en laissant les équipes de la riposte faire leur travail, en lançant l'alerte si une personne semble souffrir d'Ebola, en aidant les malades à chercher des soins et en continuant à appliquer les gestes préventifs.

Ensemble, nous étions si près du but. Assurons-nous, qu'ensemble, nous mettions enfin un point final à cette dixième épidémie le plus rapidement possible ».

REFUGIES-COVID-19 :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, continue ses activités de préparation, de prévention et de réponse liées au Coronavirus (COVID-19) en République démocratique du Congo (RDC).

Bien qu'à ce jour, aucun cas n'ait été confirmé parmi les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées internes, le HCR redouble d'efforts en s'engageant dans des campagnes de sensibilisation, de prévention et d'information sur le traitement du COVID-19. Des points de lavage des mains pour prévenir et contrôler la propagation du COVID-19 continuent à être installés, du savon est distribué, et des posters et dépliants sont disséminés au sein des camps, sites et centres de transit afin que les personnes cibles puissent avoir accès à une bonne information pour lutter contre la pandémie.

Le HCR maintient ses activités lorsque cela est possible tout en mettant en œuvre un certain nombre de nouvelles mesures préventives pour répondre aux besoins humanitaires. Cette semaine, le HCR a recours au paiement par téléphone mobile dans le cadre d'un programme d'aide en espèces, pour venir en aide aux déplacés internes tout en favorisant la distanciation sociale dans la lutte pour endiguer la propagation de COVID-19. Plus de 5 900 familles de déplacés internes bénéficieront de cette aide pour répondre à leurs besoins urgents.

Le HCR est toutefois préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire dans certains territoires du pays, notamment à Djugu, dans la province de l'Ituri qui a contraint plus de 2 000 familles au déplacement depuis le

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

début du mois d'avril. Nos équipes et partenaires qui s'occupent de la gestion de certains sites de déplacés internes ne sont pas encore en mesure de retourner sur place au vu de la situation actuelle, ce qui rend pour le moment toute activité de prévention au COVID-19 impossible.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28